

critique faite par ces dernières des théories et des régimes absolutistes, est donc — ainsi que nos maîtres nous l'ont appris — une critique de la critique libérale, une négation de la négation démocratique. Les théoriciens bourgeois contestent le droit et le pouvoir des féodaux, pour y opposer le droit et le pouvoir capitalistes. Le prolétariat conteste non seulement la validité de l'appropriation privée des moyens de production, mais prouve la nécessité de dépasser ce stade pour atteindre une phase mûrie par les conditions objectives de la production — où les fonctions économiques des hommes ne pourront plus se concrétiser dans un pouvoir politique et social; où l'horizon ne sera plus d'atteindre la spère privilégiée des dirigeants, mais d'arriver à un stade plus élevé où pourront s'épanouir les besoins et leur satisfaction.

Pour nous limiter à l'époque actuelle, il ne nous sera possible de traiter dans ce chapitre — au point de vue historique et théorique — que des Etats dirigés par les classes fondamentales de notre société : l'Etat capitaliste et l'Etat prolétarien. Si nous acceptons les formulations « Etat démocratique » et « Etat fasciste », c'est uniquement parce que nous nous assignons pour but celui d'expliquer et d'analyser les circonstances contingentes qui donnent vie, dans une phase donnée de l'évolution de la société capitaliste, aux deux formes d'Etat qui, tout en étant manifestation d'une même classe et des besoins de cette dernière, ne peuvent toutefois être considérées comme identiques.

\*\*

L'Etat démocratique sous ses différentes formes (monarchie, république, etc.), jaillit d'un milieu historique bien déterminé : le capitalisme qui, tout en détenant le pouvoir, ne se trouve pas encore en face d'un développement de la production qui puisse menacer les bases de sa domination. L'existence de débouchés extra-capitalistes : le marché capitaliste n'atteignant pas encore son degré de saturation, l'économie agraire non encore bouleversée par l'installation des procédés de l'industrialisation, en un mot, voilà encore un vaste champ ouvert à l'initiative capitaliste qui va écouler ainsi la masse de la production, car la capacité d'achat, le montant des salaires, n'ont pas atteint les proportions infimes actuelles représentée par la force hu-

maine du travail dans la composition du prix de production.

La baisse tendancielle du taux de profit empêche évidemment que se réalise un équilibre définitif de la société capitaliste (équilibre impossible étant donné les bases de cette société), mais la crise qui survient permet de liquider un stade de l'évolution capitaliste et productive alors que s'ouvrira une nouvelle phase. Dans cette période, la société capitaliste n'a pas encore atteint ce point de saturation que nous vivons aujourd'hui où, tout en étant soumise au pouvoir de la bourgeoisie, cette dernière ne peut maintenir sa domination qu'à la condition de comprimer l'appareil productif et de déverser dans une destruction : la guerre, la masse de la production et des instruments productifs ayant dépassé à jamais les limites d'un régime fondé sur la propriété privée.

Au point de vue économique, il existe donc une situation où les capitalistes peuvent trouver des zones à exploiter et le succès appartiendra à ceux d'entre eux qui détiennent la plus grande puissance, alors que, formellement, chaque entrepreneur se trouvera dans la possibilité d'acquiescer de nouvelles positions. L'échelon supérieur, dans la pyramide capitaliste, est accessible à n'importe qui, mais seuls y parviendront ceux qui possèdent les moyens financiers et industriels qui assurent la puissance définitive. Tout comme dans le mécanisme démocratique où il existe une sorte de « lieu sacré », reconnu indispensable et où s'exerce le pouvoir directif de la société, dans le mécanisme économique, il existera également un centre où seront réunies les conditions de la grande exploitation capitaliste et où tout le monde aura le droit de pénétrer, bien qu'y règnent en maîtres les grands magnats, car eux seuls détiennent le pouvoir économique pour y rester.

Au point de vue politique, nous assistons à un cours analogue. Les différentes couches opprimées par le capitalisme, et le prolétariat lui-même, étant encore des facteurs utiles de l'économie bourgeoise (leur entretien et reproduction ne représentent pas encore une valeur excédant la proportion du travail humain vis-à-vis du capital constant ou plus-value accumulée), des possibilités existeront pour l'amélioration des conditions de vie des exploités. L'Etat capitaliste prend figure

d'administrateur au-dessus des classes et le mécanisme démocratique agit pleinement parce qu'objectivement les conditions existent pour laisser aux différentes couches sociales une perspective, une disposition laissant entrevoir leur élévation que le capitalisme présentera — au travers du réformisme — comme indéfinie jusqu'à la suppression des inégalités sociales.

Mais, tout comme le mécanisme économique, le mécanisme politique et social est inévitablement porté à atteindre son point de saturation : la technique de production trop développée ne pourra plus être exploitée pleinement et son fils légitime, le prolétariat, ne pourra plus être entretenu ni au point de vue économique en tant que salarié (l'armée des chômeurs devient un élément organique de la société capitaliste dans les situations actuelles), ni au point de vue politique et toutes ses organisations de classe devront être anéanties.

Nous avons plusieurs fois remarqué que la prétendue liaison entre « institutions démocratiques » et « organisations ouvrières » non seulement n'existe pas, mais tant au point de vue théorique qu'historique, une opposition inconciliable existe entre la démocratie qui suppose la classe et un pouvoir de classe, et l'organisation ouvrière qui, en surgissant, brise l'unité de la société capitaliste et ne peut s'assigner d'autre but que celui de la suppression (en même temps que les bases mêmes de la société de classes) du procédé démocratique dont l'essence consiste dans l'accès au centre dirigeant de la société ou dans l'acquisition d'une position supérieure quand restent debout toutes les différenciations sociales : le postulat démocratique ne fonctionnant qu'à la condition de reconnaître, dans l'intérêt individuel, le stimulant pour l'évolution collective.

Le procédé démocratique — tant au point de vue économique que politique — accompagne toute une époque du capitalisme ascendant, et lorsque la situation change profondément et que les conditions historiques se présentent pour la nouvelle forme d'organisation socialiste de la société, le capitalisme doit s'en séparer et renier les notions qu'il avait pu épouser à un moment où elles représentaient la forme d'organisation sociale répondant à l'évolution de la technique productive. Mieux, nous pouvons dire que

— au point de vue politique — ce mécanisme démocratique se révèle encore pleinement capable d'assurer la victoire du capitalisme et c'est seulement à la suite des défaites révolutionnaires que la bourgeoisie se trouve forcée d'avoir recours à des mouvements de réaction violente se revendiquant de l'antidémocratie. Pour les soi-disant communistes qui prétendent faire épouser (fut-ce provisoirement), la cause de la démocratie par le prolétariat et qui, comme nous l'avons expliqué, donnent aux ouvriers des positions annulées par l'évolution historique, nous ajouterons encore que la cause essentielle de la défaite ouvrière ne réside nullement dans le succès des bandes réactionnaires ou des forces armées de la bourgeoisie, mais bien dans le succès que cette dernière a pu obtenir en brouillant les frontières de classe et les institutions prolétariennes noyées dans les Constitutions démocratiques ou ultra-démocratiques qui permirent d'émousser, d'estomper la conscience du prolétariat qui ne sera plus une force historique et révolutionnaire, mais se dissoudra à nouveau au sein de la société capitaliste remportant ainsi la victoire qu'aucune violence ne lui aurait assurée.

\*\*

Au point de vue économique, le régime démocratique laissant formellement les différentes entreprises capitalistes dans leur position d'égalité, fera place, dans tous les Etats actuels, au système de « l'économie dirigée » consistant en une intervention toujours croissante de l'Etat dans le domaine de l'initiative privée. Plus ou moins prononcés, nous retrouvons ces procédés en Allemagne, aux Etats-Unis, en Italie, en France, en Angleterre. L'accentuation de la crise économique et la base plus restreinte qu'ont des Etats capitalistes obligent ces derniers — en Allemagne et en Italie surtout — à recourir à de nombreuses initiatives économiques de l'Etat. Mais, partout ailleurs, cette même tendance se révèle : en France, par exemple, Flandin, qui affiche son attachement à Waldeck-Rousseau, rendra hommage aux théories libérales de ce dernier par ses projets sur le blé et sur le vin, qui représentent une participation notable de l'Etat à l'avantage essentiel des grandes institutions capitalistes, mais Flandin dira qu'il s'agit là d'une « contre-intervention » de l'Etat en vue de favoriser les conditions de la